



**CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED
IFSTTAR**

Mobilisons nous pour refuser l'austérité imposée par le gouvernement !

En ce début d'automne, l'emploi s'enfonce dans le rouge.

En un an, 30 000 emplois ont été supprimés, principalement dans l'industrie. Le chômage approche les 10%. Les plans sociaux de l'automne seront dramatiques, la CGT estime à 75 000 les futures suppressions d'emplois.

La consommation des ménages a reculé sur le deuxième trimestre, révélant l'ampleur des baisses de pouvoir d'achat.

Des millions de salariés et de retraités vivent dans des conditions très difficiles. La hausse ininterrompue du prix des carburants et de l'énergie aggrave les conditions de vie de nombreux foyers.

Dans un tel contexte, la hausse de 2% du SMIC, dont 1,4 % en anticipation de l'inflation prévue d'ici janvier prochain ne règle rien. On ne "vit" pas avec 1 425,67 euros brut mensuel, et que dire du minimum vieillesse !

Dans la fonction publique, le gouvernement a refusé la hausse du point d'indice, se contentant de relever les premiers échelons de la catégorie C qui auraient été dépassés par le SMIC (plus d'un million d'agent sont dans cette situation difficile). L'ensemble des fonctionnaires a perdu 14% de leur pouvoir d'achat depuis 2000. La faiblesse des rémunérations et le manque d'attractivité des carrières sont accentués par l'écrasement des grilles.

L'emploi public est lui aussi à la diète.

Si on ne parle plus officiellement de RGPP, les ministères, en dehors des secteurs prioritaires de l'éducation de la justice et de la police verront leurs effectifs baisser.

La recherche n'est plus officiellement prioritaire. Nous redoutons la baisse du budget des laboratoires, des recrutements et des promotions, dans un contexte de pénurie généralisée.

De nombreuses universités sont en quasi cessation de paiement. Cet été, beaucoup d'entre elles ont annoncé

aux CDD le non renouvellement de leur contrat. Le dégraissage des CDD est aussi à l'ordre du jour pour les organismes. Tous cherchent à réduire leur masse salariale et limiter au maximum les droits des non titulaires aux mesures de CDIisation et de concours réservés prévus dans la loi « Sauvadet ».

Il faut imposer un plan de titularisation pour tous les CDD sur poste pérenne.

La précarité concerne plus d'un million de personnes dans la fonction publique et plus de 50 000 dans le secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche. Elle détruit la vie des précaires et l'efficacité des équipes de travail.

La loi Sauvadet ne règlera que peu de cas. Mais les directions d'organismes, en phase avec la précédente majorité, font tout pour en limiter encore la portée. Le 26 juillet dernier, une circulaire du ministère de la fonction publique a confirmé l'interprétation du SNTRS-CGT sur la prise en compte des pluri employeurs pour les CDD ayant 6 ans d'ancienneté sur le même poste de travail.

Il faudra imposer aux directions la prise en compte de cette circulaire.

Le SNTRS-CGT attendait des mesures immédiates qui n'ont pas été prises.

Pour commencer à résorber la précarité, nous avons demandé le transfert d'une partie des 800 millions d'euros du budget de l'ANR vers les organismes et les universités, ainsi que des mesures immédiates pour arrêter les dégraissages de CDD en cours. Cela n'a pas été fait.

Nous avons demandé la mise en place immédiate des nouveaux échelons terminaux pour les assistants ingénieurs et les techniciens, cela se fera, mais probablement sans effet rétroactif.

La CGT demandait aussi l'abandon du jour de carence, qui reste encore en place !

Nous avons demandé un collectif budgétaire dès juillet pour que les organismes puissent assurer un fonctionnement normal de leurs laboratoires, cela n'a pas été voté.

A quoi servent les 5,4 milliards du crédit impôt recherche ?

SANOFI soigne ses profits

Le gouvernement ambitionne de relancer l'industrie. Cela passe entre autre par un développement de la recherche industrielle. Mais ce n'est pas l'orientation prise par le patronat. Cet été Sanofi a annoncé la fermeture des sites de recherche de Toulouse et Montpellier. Pourtant, l'entreprise a fait 8,8 milliards de profits en 2011 et va verser 4,5 milliards à ses actionnaires. De plus Sanofi encaisse le crédit impôt recherche (130 millions en 2011) et délaisse sciemment la Recherche et Développement en interne pour se focaliser sur le transfert de sa recherche au secteur public et à la croissance externe, en multipliant les acquisitions, dont 14 milliards récemment pour Genzyme. Les sommes du crédit impôt recherche auraient pu être utilisées par la recherche publique de façon plus efficace pour les laboratoires et l'emploi.

Les assises de l'enseignement supérieur sont lancées. Elles s'achèveront le 26 et 27 novembre après une phase de concertation régionale en octobre, sous la responsabilité des recteurs. Selon la ministre, « ces Assises mettront un point final à plusieurs années de décisions non concertées, en privilégiant la confiance, le dialogue et la transparence ». Mais pour ce qui le concerne, le SNTRS-CGT regrette la volonté d'exclure deux questions centrales des futurs débats : les revendications des personnels qui sont, nous dit-on, du champ de la négociation entre partenaires sociaux (mais alors pourquoi ne pas en parler aussi pendant les assises ?) et la question centrale des moyens financiers.

Pour le SNTRS-CGT, la concertation ne suffit pas, il faut de vrais changements qui permettent la restauration des valeurs du service public bien mis à mal pendant les deux derniers quinquennats. Il faudra une augmentation conséquente des budgets.

Pour le SNTRS-CGT, les assises ne doivent pas se résumer à la seule consultation des « experts » et des décideurs habituels. Pour que cela ne soit pas le cas, **les personnels titulaires et précaires devront imposer leurs revendications et leur conception du service public dans les débats.**

Nous devons faire valoir nos exigences lors des assises.

La cure d'austérité qui s'annonce ne permettra pas de sortir de la crise.

La CGT s'oppose au nouveau traité européen, le MES, (Mécanisme Européen de Stabilité). Certes, le remboursement de notre dette publique est de près de 50 milliards par an ; mais vouloir réduire le déficit public à marche forcée, en passant de 4,5% à 3% de déficit du budget de l'Etat en 2013 pour atteindre l'équilibre en 2017 va tuer toute perspective de reprise économique, en limitant encore plus la capacité financière de l'Etat. L'exemple de la Grèce et de l'Espagne est pourtant là pour démontrer que l'austérité enclenche le cercle vicieux de la destruction sociale et économique.

La crise de la dette appelle d'autres stratégies. Il faut relancer le pouvoir d'achat mais aussi s'engager sur des réformes structurelles, taxer les revenus du capital, créer de nouveaux circuits financiers notamment en modifiant le statut de la banque centrale européenne, promouvoir les services publics, élargir la démocratie sociale et l'influence des salariés dans les stratégies d'entreprises.

Sans la lutte des personnels, l'austérité n'épargnera pas notre secteur !

ADMINISTRATIFS
CHERCHEURS
INGENIEURS
TECHNICIENS
THESARDS
REJOIGNEZ UN SYNDICAT
Inter catégoriel
Indépendant
Démocratique
Unitaire

J'adhère au S.N.T.R.S-C.G.T

NOM : Prénom :
Corps et grade :
Adresse du labo ou service :
Téléphone : Fax:
Courrier Electronique :